



Madame, Monsieur,

Nous avons signé l'appel « Alimentons les régions ».

Nous partageons votre analyse sur la situation calamiteuse, de notre agriculture : diminution du nombre de ferme et d'actif, baisse impressionnante des installations, perte de biodiversité, pollutions des eaux, des sols et de l'air, situation économique dramatique pour beaucoup d'agriculteurs/trices.. Et aussi, inadaptation d'une grande partie de notre agriculture aux crises alimentaires, énergétiques, climatique.....et le comble, inadaptation à la demande des consommateurs qui souhaitent avoir des produits bios et locaux dans leur alimentation.

Nous souhaitons donc, nous aussi réorienter l'agriculture régionale vers des systèmes plus économes, autonomes et relocalisés, vers des modèles où l'agronomie, la zootechnie et la proximité sont les pivots. C'est en cela que nous voulons favoriser la conversion écologique de notre agriculture et que le modèle « Bio et Paysan » nous semble le plus « souhaitable », « possible » et « soutenable ».

Nous serons intransigeant sur la non utilisation d'OGM dans les champs et dans l'alimentation des animaux.

Nous sommes persuadé que l'échelon régional est essentiel pour accompagner la relocalisation de la production et des échanges, et que les paysans doivent être plus nombreux sur nos territoires.

Nous souhaitons tisser des liens interrégionaux et internationaux pour échanger, mutualiser notre démarche avec celles de nos voisins.

Pour accompagner le changement de notre agriculture régionale et nous avons articulé notre programme agricole autour de quatre grands axes :

- **maintien des paysans/paysannes nombreux /nombreuses**
- **aider la conversion écologique de l'agriculture**
- **Former pour maintenir, installer, sécuriser les revenus,**
- **créer des solidarités, favoriser la biodiversité et lutter contre le réchauffement climatique .**

Dans le premier point nous proposons des **mesures fortes pour l'installation**, la préservation des ressources en terre arable, mais aussi l'aménagement du territoire. L'accès au foncier ne doit plus être un frein au maintien et à l'installation d'activités agricoles et rurales respectueuses de l'environnement.

Nous voulons **créer un Etablissement Public Régional**. Le marché foncier a besoin d'être régulé pour permettre un développement équilibré des territoires. L'Etablissement Public Foncier

jouera un rôle de régulateur sur le prix des terrains et facilitera les opérations notamment d'aménagement en lien avec les collectivités, les agriculteurs et les consommateurs. Il permettra le stockage temporaire de terres agricole, en vue de leur structuration, et pour permettre à des projets d'installation d'émerger.

Nous favoriserons aussi les **transmissions/installations**, en soutenant les structures qui aident les jeunes dans leurs projets. Nous apporterons une attention toute particulière à l'installation de maraîchers bio près des villes. Nous participerons activement aux structures liées au foncier : SAFER, CDOA, et aiderons les sociétés d'investissement solidaire destinés à collecter de l'épargne citoyenne et à acquérir des terres pour installer ou maintenir des porteurs de projets agri-ruraux (ex : Terre de liens....).

Enfin nous apporterons une attention particulière à la formation des futurs agriculteurs et créerons des « **couveuses** », **lieux de parrainage, d'expérimentation et de soutien** aux projets écologiques et sociaux. Les fermes des lycées agricoles seront sollicitées pour rentrer dans cette démarche.

Toutes ses mesures en faveur de l'installation/transmission seront en cohérence avec la conversion écologique de l'agriculture que nous voulons promouvoir. L'action du CR MP permettra à tous les agriculteurs-trices d'évoluer vers une agriculture bio et paysanne, tout en favorisant leurs revenus. Pour cela nous mettrons en place un Plan régional de développement de l'agriculture biologique et une conditionnalité des aides régionales.

Nous accompagnerons aussi cette évolution écologique par un soutien spécifique aux outils de valorisation sur les territoires (coopératives locales, abattoirs, salle de découpe, conserverie, fromagerie) au pastoralisme, à l'agriculture en montagne et à l'apiculture. Nous aiderons la restauration collective de qualité, basée sur une agriculture vivrière de proximité ainsi que les circuits courts et de proximité.

Si nous souhaitons faire de **la question alimentaire une priorité, nous souhaitons le faire avec la population**, en promotionnant les démarches partenariales, participatives, et de coopération au sein des territoires. Nous mettrons en place un observatoire agricole régional (biodiversité, maintien des actif et des fermes, revenu, pollution agricoles et génétique, bilan énergétique) et nous ferons régulièrement des restitutions sur l'action pendant la mandature.

J'espère avoir répondu à vos interrogations sur notre programme, et je reste à votre disposition pour toutes précisions supplémentaires.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

Pour l'ensemble des candidats d' Europe Ecologie Midi Pyrénées

François Calvet